



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

N°50 – Décembre 2021

En bref – Au Chili, le discours économique converge vers le centre, à quelques jours du second tour

Les candidats du second tour à l'élection présidentielle Gabriel Boric, socialiste-communiste, et José Antonio Kast, d'extrême droite, ont présenté ces derniers jours leur programme économique révisé. Ils partagent le constat d'une croissance économique potentielle faible, après la « surchauffe » de 2021 (prévisions à 11,0% selon le FMI). Pour dynamiser la croissance potentielle, les deux candidats proposent, dans leur programme amendé, des solutions parfois identiques notamment des mesures pour améliorer l'emploi des jeunes et des femmes, avec en plus un volet formation pour adapter les compétences des travailleurs aux besoins du marché. A cela s'ajoutent des dispositifs pour soutenir les PME (meilleur accès au crédit, simplification des cadres réglementaire et fiscal, aide à l'innovation) ou encore des investissements dans les infrastructures, le logement et les activités économiques, dont les mines, pour assurer leur adaptation au changement climatique. Si Boric souhaite que l'État participe entièrement à leur mise en œuvre, y compris dans le soutien financier, Kast n'envisage qu'un rôle étatique subsidiaire, le secteur privé étant le principal acteur. Ces visions opposées du rôle de l'État entraînent des désaccords sur la question des finances publiques, et notamment sur la fiscalité et les dépenses de santé et de retraite. Après une forte dégradation des comptes publics en 2020 (-7,1% du PIB et prévisions à -7,9% en 2021 selon le FMI, après -2,7% en 2019), le budget pour 2022 contemple une baisse des dépenses publiques de 22,5%, qui devrait permettre de réduire le déficit (-1,6% du PIB projeté en 2022). Les deux candidats ne devraient pas remettre en cause cette orientation à court terme. À moyen terme, Boric prévoit une réforme fiscale pour augmenter les recettes de 8 points de pourcentage de PIB à l'horizon des deux prochaines mandatures afin de les porter à 33% du PIB, soit la moyenne des pays de l'OCDE. Le candidat de gauche veut financer un nouveau système de retraite mixte et tripartite avec une pension minimale, géré par un organisme public, qui remplacera progressivement le système actuel de fonds de pension privés. De son côté, Kast souhaite maintenir les systèmes de retraite et de santé actuels, en introduisant une pension minimale pour les individus les plus vulnérables. Le candidat de l'extrême droite plaide également pour une hausse des cotisations à la retraite des travailleurs et un renforcement du système de santé public, tout en faisant converger la dette publique à 50% du PIB à moyen terme.

LE CHIFFRE À
RETENIR

1,6

Prévisions du déficit
budgétaire pour 2022, en
pourcentage de PIB

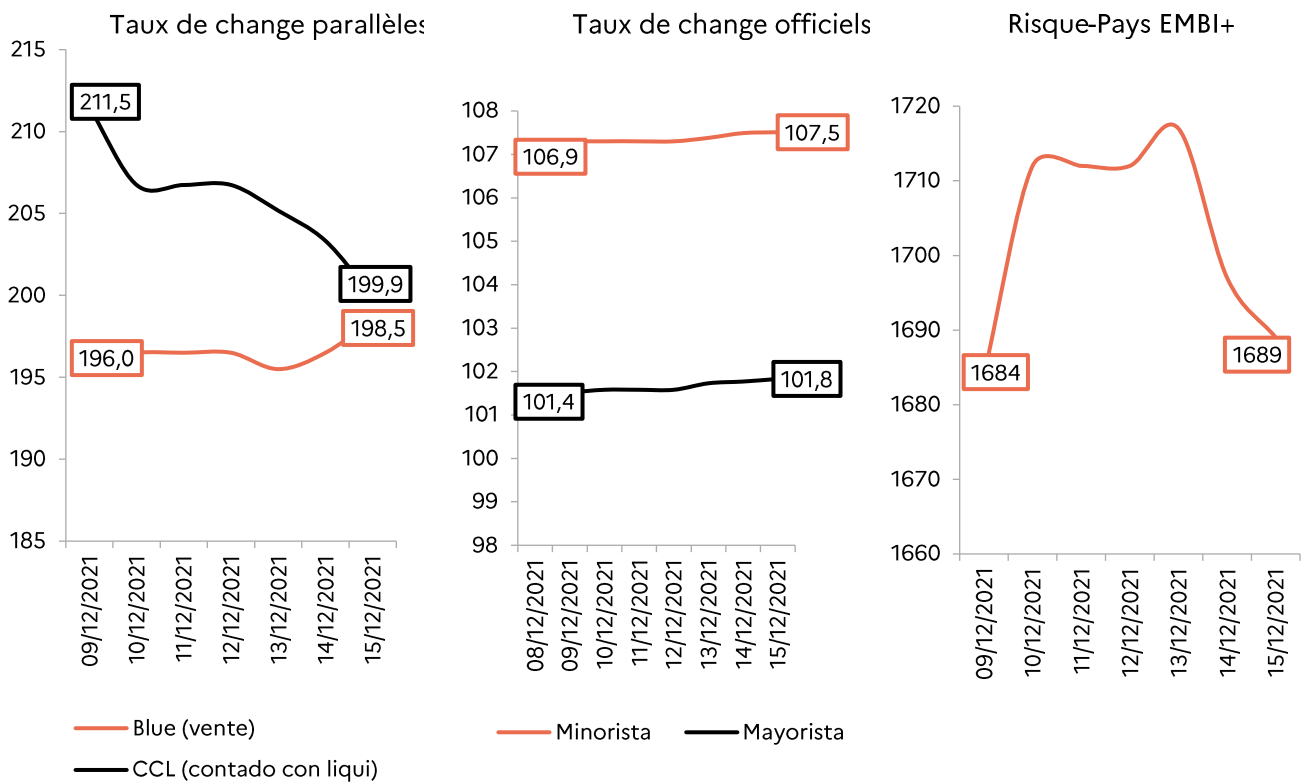
Zoom sur la situation sanitaire

Evolution de la vaccination

	Pourcentage de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin	Pourcentage de la population complètement vaccinée
Argentine	82,2%	68,7%
Chili	88,8%	85,1%
Paraguay	47,3%	38,3%
Uruguay	79,1%	76,5%
Amérique du sud	74,9%	61,5%
Brésil	77,2%	65,8%
Colombie	77,6%	51,5%
France	77,5%	71,4%

Source : Our World in Data

Graphiques de la semaine – Argentine

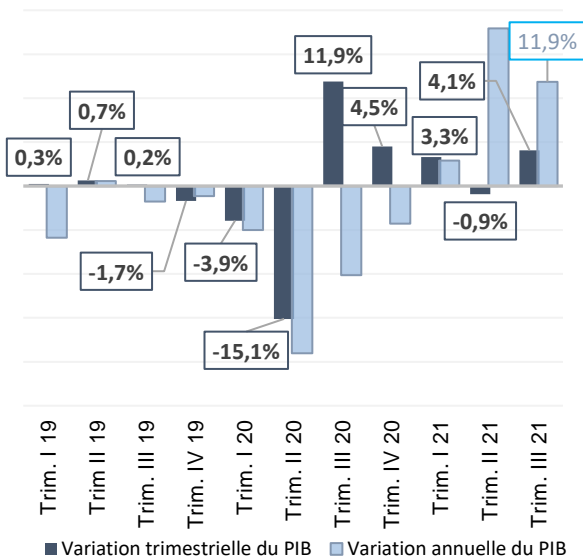


ARGENTINE

Le PIB argentin rebondit au 3^{ème} trimestre, conséquence de l'allègement des restrictions sanitaires

Après un 2^{ème} trimestre morose (-0,9% sur trois mois, en désaisonnalisé), le PIB argentin enregistre un rebond au 3^{ème} trimestre (4,1% sur trois mois), conséquence de l'assouplissement des mesures sanitaires à partir de juillet. En glissement trimestriel, les consommations privée (67% du PIB) et publique (14,8% du PIB) progressent de respectivement 2,8% et 3,4% tandis que la formation brute de capital fixe (20,5% du PIB) reste déprimée (-1,2%). Concernant le commerce extérieur des biens et services, les exportations (23,6% du PIB), particulièrement dynamiques (+7,3%), progressent à un rythme bien plus rapide que celui des importations (25,4% du PIB), qui croissent de seulement 1,7%.

Evolution de l'activité, en variations trimestrielle et annuelle



INDEC/SER Buenos Aires

En rythme annuel, l'activité enregistre un vigoureux rebond (+11,9%), mais en décélération par rapport au trimestre précédent (17,9%), compte tenu de la dilution progressive de l'effet statistique.

Du côté de l'offre, l'agriculture et l'élevage stagnent (-0,8%), en raison notamment des conditions climatiques peu favorables (faible pluviométrie) tandis que les secteurs affectés par les restrictions sanitaires poursuivent leur spectaculaire progression (+81% pour les services à la personne et +59,8% pour l'hôtellerie et la restauration).

De la même manière, l'activité demeure bien orientée dans la construction (+25,2%), les mines (+13,1%) et l'industrie manufacturière (+12,7%). En revanche, l'intermédiation financière, relativement moins pénalisée par la pandémie, stagne durant le trimestre.

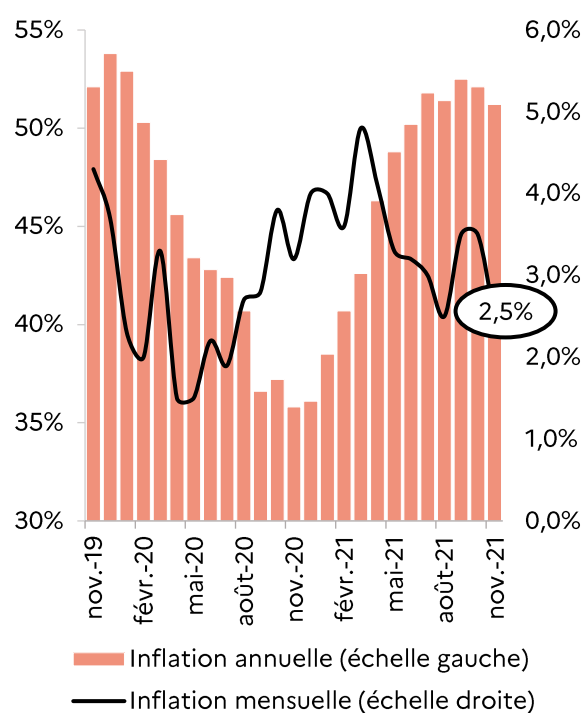
Les tensions inflationnistes s'apaisent légèrement en novembre mais la trajectoire sous-jacente reste élevée

L'inflation décélère en novembre pour atteindre 2,5% sur un mois (en l'occurrence 2,5% pour les marchandises et 2,4% pour les services), après avoir progressé de 3,5% ces deux derniers mois. Ces bons chiffres s'expliquent notamment par la relative stabilité des prix saisonniers (0,5% sur un mois) et régulés (1%) tandis que l'inflation sous-jacente qui indique l'évolution tendancielle des prix, demeure élevée (3,3%).

En rythme annuel, l'inflation s'élève à 51,2%, rendant peu réalistes les prévisions gouvernementales d'une hausse générale

des prix de 45% à la fin 2021. En revanche, les anticipations d'inflation du marché (51,1% à la fin 2021) sont bien plus en ligne avec la publication de l'institut des statistiques (Indec).

Evolution de l'indice des prix à la consommation



Sources : INDEC, SER Buenos Aires

L'Observatoire de la dette sociale montre le rôle d'amortisseur de la crise des aides sociales et alimentaires, durant la pandémie

Le dernier rapport de l'Observatoire de la dette sociale (ODS), paru le 7 décembre, révèle que les programmes d'aides sociales et alimentaires ont permis d'amortir partiellement l'impact de la crise en 2021. Cela s'est traduit par une légère baisse de la pauvreté monétaire (de 44,7% de la population au T3 2020 à 43,8% au T3 2021) et de l'indigence (de 9,8% de la population au

T3 2020 à 8,8% au T3 2021). La pauvreté multidimensionnelle, définie à la fois par des revenus inférieurs au seuil de pauvreté et par l'incapacité à satisfaire au moins l'un des besoins vitaux (alimentation, logement, éducation, entre autres), s'est réduite de 41,0% à 38,9%.

La pauvreté structurelle, définie par le fait de se trouver sous le seuil de pauvreté et par l'incapacité à satisfaire trois (ou plus) nécessités vitales, est passée quant à elle de 27,0% de la population en 2020 à 23,0% en 2021, grâce à l'augmentation des investissements publics, sauf en ce qui concerne l'accès à l'éducation qui a reculé avec la fermeture des écoles. Le taux de chômage enfin, qui était passé de 10,9% à 14,2% entre 2019 et 2020, en raison de la pandémie, est redescendu à 9,1% en 2021, un niveau équivalent à celui de 2014.

Cependant, le rapport rend compte de la précarisation des conditions de l'emploi, avec 47,2% de travailleurs sans affiliation à la sécurité sociale en 2021, et de l'ampleur du phénomène de « découragement » qui fait qu'un grand nombre de personnes inactives ne cherchent plus de travail.

En définitive, l'Argentine ne parvient pas à renouer avec les niveaux pré-pandémiques (39,8% de pauvreté en 2019), à cause de l'inflation endémique (environ 50% prévus en 2021), l'endettement structurel, les inégalités sociales et la paupérisation continue de la population depuis 2010, qui touche en particulier les ménages les plus fragiles et les enfants de 0 à 17 ans. Parmi ces derniers, on compte 64,9% de pauvres (contre 64,6% en 2020), dont 14,7% d'indigents (contre 15,7% l'année dernière). Entre 2019 et 2021, le pouvoir d'achat des actifs occupés a diminué de 7,4%.



Les projections pour l'avenir ne sont pas plus optimistes : l'ODS estime en effet que le taux de pauvreté se maintiendra autour de 40% en 2022 et que la plupart des indicateurs sociaux resteront encore fortement dégradés dans les prochaines années.

Le secrétaire d'Etat aux mines Alberto Hensel est remplacé à son poste par Fernanda Avila

Le président Alberto Fernandez a nommé Fernanda Avila au poste de secrétaire d'Etat aux Mines (décret n°847 du 14 décembre), administration qui est sous la tutelle du ministère du Développement productif. Elle remplace Alberto Hensel qui avait annoncé sa démission vendredi 10 décembre pour occuper le poste de chef de cabinet du gouverneur de la province de San Juan, Sergio Uñac.

Fernanda Avila est diplômée en droit de l'Université de Tucuman. Elle est également titulaire d'un diplôme en droits économiques, sociaux et culturels de l'université nationale de Catamarca, et a obtenu deux diplômes de la FLACSO, l'un en anthropologie sociale et politique et l'autre en gestion et contrôle des politiques publiques.

Son parcours dans le secteur des mines est très court : depuis 2020, elle occupait le poste de ministre des Mines de Catamarca. Dans le passé, elle avait occupé différents postes au sein de la mairie de San Fernando del Valle de Catamarca, où elle est devenue proche de l'actuel gouverneur de Catamarca, Raul Jalil. Sa nomination témoigne du soutien du président Alberto Fernandez au gouverneur de la province de Catamarca qui souhaite développer le secteur des mines, notamment celui du lithium. Actuellement, le seul grand gisement

minier en exploitation à Catamarca est celui de Fénix, exploité par la société Minera del Altiplano, filiale de l'américain Livent. Localisée au Salar del Hombre Muerto, la mine produit un peu plus de la moitié du carbonate de lithium de l'Argentine. La production est exportée aux Etats-Unis à travers le Chili.

CHILI

La reprise vigoureuse de l'économie chilienne et les écarts entre l'offre et la demande nourriront les tensions inflationnistes pendant encore plusieurs mois

Dans son rapport publié le 15 décembre, la Banque centrale prévoit une croissance comprise entre 11,5% et 12,0% en 2021, soit un niveau supérieur aux estimations publiées dans l'édition de septembre (entre 10,5 et 11,5%). Après ce spectaculaire rebond, la croissance devrait ralentir, pour tomber à 1,5-2,5% en 2022 et 0-1% en 2023.

Selon l'autorité monétaire, la croissance est principalement tractée par la demande créant une surchauffe, avec une économie qui fonctionne bien au-dessus de sa capacité de production à court terme. Ces tensions entre l'offre et la demande exercent, à leur tour, une pression sur les coûts et les prix.

Compte tenu de cette spirale inflationniste, la hausse des prix pourrait rester soutenue au cours des prochains mois (autour de 7% selon la Banque centrale) avant de redescendre aux alentours de 3% à l'horizon de deux ans. Dans ce contexte et afin d'ancrer les anticipations, la Banque centrale a relevé le taux directeur de 125 points de base, passant de 2,75 à 4,0%.



La Chambre des députés a adopté le projet de loi visant à revaloriser le salaire des fonctionnaires

Avec 101 votes favorables, les députés ont adopté l'augmentation de 6,1% du salaire des fonctionnaires. La revalorisation s'appliquera de manière rétroactive à compter du 1^{er} décembre 2021. A cela s'ajoute une prime de 100.000 pesos chiliens (CLP), soit l'équivalent de 118 USD, versée en janvier 2022, pour les fonctionnaires dont le salaire net est inférieur ou égal à 835.000 CLP (987 USD). Le montant est ramené à 50.000 CLP (59 USD) pour les employés publics dont le salaire est compris entre 835.000 et 2.790.000 CLP (987 à 3.300 USD). Cette revalorisation salariale est l'une des dernières mesures du gouvernement de Sébastien Pinera.

PARAGUAY

La Banque centrale revoit à la hausse ses prévisions de croissance pour 2021, dans un contexte de tensions sur les prix

La Banque centrale du Paraguay (BCP) a révisé à la hausse les prévisions de croissance pour 2021, passant de 4,5 à 5,0% après un recul du PIB paraguayen de seulement 0,8% en 2020. Pour 2022, l'économie paraguayenne progresserait de 3,7%, soit légèrement en dessous des anticipations du marché (+4,0% pour 2022).

La reprise est soutenue par la construction, l'industrie manufacturière, l'élevage et les services. S'agissant de l'agriculture, bien que les volumes soient à la baisse, les exportations profitent de l'envolée des cours mondiaux.

Le dynamisme de la reprise économique et les prix internationaux élevés, en particulier pour les produits énergétiques et les denrées alimentaires, entraînent une surchauffe de l'économie. En novembre, l'inflation s'établit à 7,4% après 7,6% enregistrés en octobre. De son côté, l'inflation sous-jacente qui exclut les produits à prix volatils, est de 4,8%.

Pour ancrer les anticipations d'inflation du marché (7,3% en 2021 et 4,5% en 2022) et faire converger la hausse des prix vers l'objectif de la Banque centrale (prévisions à 7,1% à la fin 2021 puis 4,5% à la fin 2022), les autorités monétaires ont progressivement relevé le taux directeur pour atteindre 4% à la mi-décembre. Le marché table sur une poursuite du resserrement monétaire à 4,5% à la fin décembre 2021 puis 5,0% en 2022.

Sur le plan budgétaire, le ministre de l'Économie Oscar Llamosas prévoit un déficit à 3,8% du PIB en 2021, en diminution grâce notamment à des recettes fiscales meilleures que prévues compte tenu de l'effet favorable de la reprise de l'activité et des prix. La dette publique (33,6% du PIB en 2020) restera à un niveau soutenable.

URUGUAY

Le conseil d'administration du FMI a passé en revue l'Uruguay, à la fin novembre, au titre de l'article IV de ses statuts.

A cette occasion, le FMI estime qu'après la récession marquée en 2020 (-5,9%), en raison de la pandémie, la reprise devrait s'accélérer en 2021 (+3,4% puis +3,2% en 2022) grâce à la campagne de vaccination efficace (près de 80% de la population a reçu au moins une dose de vaccin), au relâchement des



restrictions sanitaires et au rebond de la demande externe et des cours mondiaux des matières premières qui ont dynamisé les exportations agricoles.

La reprise est toutefois marquée par des inégalités sectorielles fortes. Si le secteur primaire et la construction ont déjà atteint leur niveau pré-pandémique, les services, en particulier touristiques, demeurent atones. Plusieurs risques pourraient également peser sur la reprise à court terme, notamment la diffusion d'un nouveau variant, la baisse du cours des matières premières, les sorties nettes de capitaux (conséquence de la normalisation de la politique monétaire aux États-Unis) et le faible dynamisme des activités touristiques. Qui plus est, les déséquilibres macroéconomiques préexistants à la pandémie pèsent sur la croissance potentielle.

Par ailleurs, les tensions inflationnistes persistent (prévisions à 7,1% en 2021) et le chômage reste structurellement élevé (prévisions à 10,2% à la fin 2021). De surcroît, le taux d'investissements demeure modéré (17,2% du PIB en 2021, dont 14,3% issus du secteur privé), pénalisé par la dollarisation du marché financier et les crédits insuffisants octroyés au secteur privé (26,6% du PIB en 2020).

Sur le plan budgétaire, les mesures de soutien en réponse à la pandémie, bien que ciblées, ont creusé le déficit (de -4,0 à -5,2% du PIB entre 2019 et 2020, sans compter les cotisations des « cincuentones ») et alourdi la dette (de 60,5 à 68,1% du PIB sur la période). Le déficit pourrait toutefois se réduire (-4,5% du PIB en 2021) tout comme la dette (67,3% du PIB) à la faveur de la reprise économique et de la baisse des dépenses discrétionnaires.

En outre, la position extérieure de l'Uruguay reste solide grâce notamment à des réserves internationales qui demeurent confortables (17,0 Mds USD projetés pour 2021, soit 15,1 mois de couverture d'importations).



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel, Service économique régional de Buenos Aires, ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires et SE de Santiago, avec le concours du Conseiller pour les affaires sociales de l'ambassade de France à Buenos Aires.

Pour s'abonner :
Compte Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)